

RCS : POITIERS  
Code greffe : 8602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de POITIERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00510  
Numéro SIREN : 804 053 668  
Nom ou dénomination : 2 BSO

Ce dépôt a été enregistré le 07/09/2023 sous le numéro de dépôt 4669

n° de  
dépôt

4669



n° de  
gestion

143510

07 SEP. 2023

n° de  
facture

111

n° de  
chrono

**2 BSO**  
**Société à responsabilité limitée au capital de 26 668 euros**  
**Siège social : 108 route de Paris**  
**86360 CHASSENEUIL DU POITOU**  
**804 053 668 R.C.S POITIERS**  
**ooOoo**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 29 JUILLET 2023**

Le 29 juillet 2023,  
A 12 heures, au siège social,

Les associés de la société 2 BSO, à responsabilité limitée au capital de 26.668 €, divisé en 26.668 parts de 1 € chacune, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ordinaire sur convocation régulière de la gérance.

Les associés présents ou représentés à la réunion, savoir :

▪ La société B2LN, propriétaire de	13.334 parts
▪ Monsieur Frédéric OGIER, propriétaire de	13.334 parts
	-----
Possèdent ensemble	26.668 parts

Soit la totalité des titres composant le capital social.

L'assemblée étant ainsi en mesure de délibérer valablement, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Jérôme BELLIN assure la présidence de l'assemblée en sa qualité d'associé cogérant.

Puis Monsieur le Président rappelle l'ordre du jour suivant :

**I – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

- **Lecture du rapport de la gérance,**
- **Lecture du rapport du commissaire à la transformation,**
- **Transformation de la société en société par actions simplifiée,**
- **Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme.**

**II – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

- **Nomination du Président,**
- **Nomination du Directeur Général,**
- **Nomination des commissaires aux comptes,**
- **Pouvoirs pour les formalités.**

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- la copie de la lettre de convocation des associés à la présente assemblée,
- le rapport de gérance,
- le rapport du commissaire à la transformation,

85

JB

- le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée,
- le projet de statuts de la société sous la forme par actions simplifiée.

Puis il rappelle que tous ces documents ont été adressés aux associés dans les délais légaux, et dans le même temps tenus à leur disposition au siège social. Qu'ainsi les associés ont pu exercer leur droit de communication et d'information dans les conditions prévues par la loi.

Monsieur le Président précise que le rapport du **Cabinet DUO SOLUTIONS AUDIT**, commissaire à la transformation, désigné par acte unanime des associés en date du 20 juin 2023, a été déposé au siège social et tenu à la disposition de l'associée unique 8 jours au moins avant la présente réunion.

Monsieur le président donne ensuite lecture de son rapport et du rapport du commissaire à la transformation établi conformément aux dispositions de l'article L. 223.43 du code de commerce.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Après échanges de vues sans débat et personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

## **I – DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

### **PREMIERE RESOLUTION** **EVALUATION DES BIENS COMPOSANT L'ACTIF SOCIAL**

L'assemblée générale,

Connaissance prise du rapport de la gérance et du rapport du **CABINET DUO SOLUTIONS AUDIT**, commissaire à la transformation, en date du 18 Juin 2023 sur l'existence et la nature des biens composant l'actif de notre société ainsi que sur la nature de ses éléments de passif, conformément aux dispositions de l'article L 223.43 du code de commerce,

**PREND ACTE ET APPROUVE** l'ensemble des éléments stipulés dans ledit rapport,

et **CONSTATE** :

- qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers, et
- que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

### **DEUXIEME RESOLUTION** **TRANSFORMATION EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

L'assemblée générale,

Connaissance prise du rapport du commissaire à la transformation sur la situation de la société constatant que toutes les conditions légales requises se trouvent remplies, savoir :

- que le capital social est de 26 668 €,
- que la totalité des parts est détenue par :

*Or*

- la société B2LN, propriétaire de ..... 13 334 parts
- Monsieur Frédéric OGIER, propriétaire de ..... 13 334 parts

**DECIDE** de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour

et d'**ATTRIBUER** à chaque actionnaire, une action de la société sous sa nouvelle forme pour une part sociale ancienne.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

**TROISIEME RESOLUTION**  
**ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS**

L'assemblée générale

Comme conséquence de la décision de transformation de la société en société par actions simplifiée qui vient d'être prise, et après avoir pris connaissance du projet des statuts qui régiront la société sous sa nouvelle forme et dont la lecture est donnée par la gérance article par article,

**ADOpte** lesdits statuts article par article puis dans leur globalité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

**II - DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**QUATRIEME RESOLUTION**  
**NOMINATION DU PRESIDENT**

L'assemblée générale,

**NOMME** en qualité de Président de la société sous sa nouvelle forme pour une durée non limitée :

**La société B2LN**, société à responsabilité limitée au capital de 605.000 € dont le siège social est situé 108 route de Paris, 86360 CHASSENEUIL DU POITOU, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de POITIERS sous le numéro 953 804 119.

Monsieur Jérôme BELLIN, es-qualités de représentant légal de la société B2LN :

- DECLARE accepter les fonctions présidente qui viennent d'être confiées la société B2LN,
- DECIDE conformément aux dispositions de l'article 12, 2/ des statuts sous sa nouvelle forme, que **Monsieur Jérôme BELLIN** sera nommé personnellement en qualité de représentant permanent de la société B2LN, présidente, au sein de la société 2BSO,

of

JS

- **DECLARE** qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction à l'exercice des fonctions de Présidente par la société B2LN, ni à sa nomination en qualité de représentant permanent de la personne morale dirigeante.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

#### **CINQUIEME RESOLUTION** **NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL**

L'assemblée générale,

**NOMME** en qualité de Directeur Général de la société sous sa nouvelle forme pour une durée non limitée :

**Monsieur Frédéric OGIER**, demeurant 43 rue du Champ Berland -86000 POITIERS, né le 18 août 1965 à ROHEFORT-SUR-MER (17),

Monsieur Frédéric OGIER, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

#### **SIXIEME RESOLUTION** **NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'assemblée générale,

**CONSTATE** en tant que de besoin que les montants atteints par la société en matière de chiffre d'affaires, de total de bilan et d'effectif du personnel, ne rendent pas obligatoire la nomination de commissaires aux comptes au regard des dispositions de la loi PACTE du 11 avril 2019 et de ses décrets d'application du 27 mai 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### **SEPTIEME RESOLUTION** **CONSTATATION DE LA REALISATION** **DEFINITIVE DE LA TRANSFORMATION**

L'assemblée générale,

**CONSTATE** que la transformation de la société en société par actions simplifiée est définitivement réalisée en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, et de l'acceptation de ses fonctions par le Président ci-dessus nommé.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

*of*

**HUITIEME RESOLUTION**  
**EFFETS DE LA TRANSFORMATION**

L'assemblée générale

**PREND ACTE** que la transformation qui sera opposable aux tiers dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés des modifications qui en résultent, après accomplissement des autres formalités de publicité, produira effet dans les rapports entre l'actionnaire et les organes d'administration de la société à compter de ce jour.

**MET FIN** à compter de la même date aux fonctions du gérant de la société, sous son ancienne forme,

**ET DECLARE** que la durée de l'exercice social en cours qui doit être clos le 31 décembre 2023 ne sera pas modifiée du fait de l'adoption de la forme de société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés, dans les conditions fixées par les nouveaux statuts, et par les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiée.

En outre, le Président de la société, sous sa nouvelle forme, établira le rapport à présenter aux actionnaires qui statuera sur ces comptes.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des actionnaires dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiée.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la société sous sa nouvelle forme.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

**NEUVIEME RESOLUTION**  
**POUVOIRS**

L'assemblée générale,

**CONFERE** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal des présentes délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

df.

DS

## CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par chacun des associés.

Pour la société B2LN

Jérôme BELLIN<sup>1</sup>

Gérant

*Bon pour acceptation  
des fonctions de président*

Jérôme BELLIN<sup>2</sup>

*Bon pour acceptation des  
fonctions de représentant permanent  
de la société B2LN, Présidente, au sein de la société*

Frédéric OGIER<sup>3</sup>

*Bon pour acceptation  
des fonctions de Directeur  
Général*

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT

POITIERS 1

Le 01/08/2023 Dossier 2023 00037943, référence 8604P01 2023 A 01364

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

<sup>1</sup> Signature précédée de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions de Président* ».

<sup>2</sup> Signature précédée de la mention « *bon pour acceptation des fonctions de représentant permanent de la société B2LN, Présidente, au sein de la Société* »

<sup>3</sup> Signature précédée de la mention « *Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général* ».

**2 BSO**

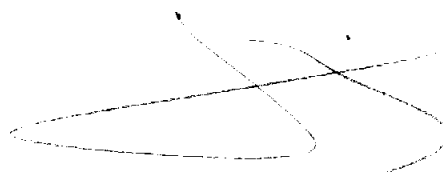
**Société par actions simplifiée au capital de 26 668 euros**

**Siège social : 108 route de Paris  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU**

**804 053 668 R.C.S POITIERS**

**STATUTS**

Statuts adoptés par décisions de l'Assemblée  
générale extraordinaire des associés  
Du 25 juillet 2023

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

## **2 BSO**

**Société par actions simplifiée au capital de 26 668 euros**

**Siège social : 108 route de Paris  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU**

**804 053 668 R.C.S POITIERS**

### **STATUTS**

#### **TITRE I**

#### **FORME – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE – OBJET - DUREE**

##### **Article 1<sup>er</sup> -Forme**

La société 2 BSO a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée par acte sous seing privé en date du 14 juillet 2014, enregistré au SIE de POITIERS SUD le 12 août 2014, Bordereau n°2014/1 131 case n°6.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 29 juillet 2023.

Elle est régie par les dispositions des articles des articles L 227.1 et suivants du Code du commerce, par les règles générales du Code civil, les dispositions communes à toutes les sociétés commerciales dans la mesure où elles sont compatibles avec les textes spécifiques qui lui sont applicables, ainsi que par les présents statuts.

##### **Article 2 - Dénomination**

La dénomination de la Société est : **2 BSO**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", puis de l'indication du capital social.

### **Article 3 - Objet**

La Société a pour objet :

- **L'installation, la pose et l'entretien de matériels de chauffage à énergie bois (poêles à granulés, poêles à bois, inserts),**
- **la commercialisation de granulés de bois, de tous matériaux de chauffage, notamment à énergie bois, de poêles à bois et à granulés de bois, inserts, ainsi que de toutes pièces, produits et matériaux accessoires ou connexes,**
- **La réalisation de travaux d'isolation thermique, notamment l'isolation des combles et toitures,**
- **et plus généralement la réalisation de tous travaux et études, ainsi que la commercialisation de toutes marchandises et matériaux en rapport avec la réalisation d'économies d'énergie et le développement durable.**

A ces fins, la société peut notamment créer, acquérir, prendre à bail, installer, exploiter, céder tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, accepter ou concéder tous mandats de commission, représentation, dépôt et autres, déposer, acquérir, exploiter tous brevets et procédés.

La société peut agir tant en France qu'à l'étranger pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation, de prise ou de dation en location gérance, de tous biens ou droits ou autrement.

Et généralement faire toutes opérations commerciales, civiles, financières, industrielles, artisanales, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement et l'extension du patrimoine et des affaires sociales.

### **Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé au **108 route de Paris – 86360 CHASSEUIL DU POITOU.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision de l'assemblée générale ordinaire des associés, et en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

### **Article 5 - Durée**

La durée de la Société est de **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés intervenue le 13 août 2014, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation fixés aux présents statuts.

## **TITRE II** **APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

### **Article 6 - Apports**

Lors de la constitution de la société, il a été fait des apports en numéraire par les associés fondateur pour un montant total de VINGT SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT EUROS (26 668 €), libérée à concurrence d'un cinquième de son montant, soit 5 334 €, laquelle somme a été déposée conformément à la loi par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, le 3 juillet 2014, auprès de la banque Crédit Lyonnais agence de Châtellerault, 35 boulevard de Blossac – 86100 CHATELLERAULT.

Par délibération du 30 août 2023, l'assemblée générale ordinaire de associés a constaté que les associés ont procédé à la libération de la fraction non libérée du capital social, soit la somme de 21 334 €.

### **Article 7 – Capital social**

Le capital social s'élève à la somme de **VINGT SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT EUROS (26 668 €) divisé en VINGT SIX MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT (26 668) actions d'UN EURO (1 €)** chacune, toutes de même catégorie.

### **Article 8 – Modification du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des associés statuant dans les conditions ci-après.

L'assemblée peut également déléguer au président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

### **Article 9 – Forme des actions**

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

#### **Article 10 – Cession des actions**

Sauf lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, le droit de disposition sur les actions est soumis aux stipulations particulières ci-après énoncées, à savoir :

Toute transmission d'actions, même entre associés ou au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant d'un associé, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la transmission aurait lieu par voie d'apports, fusion, scission, ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, alors même que la transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise à l'agrément de la société donné par l'assemblée générale ordinaire des associés statuant à la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des actions composant le capital social.

L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse pendant UN mois (1) à compter de la demande d'agrément faite à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, elle est tenue dans un délai de SIX mois (6 mois) à compter de la notification du refus, d'acquérir les actions ou de les faire acquérir soit par un associé soit par un tiers en vue de les annuler ou de les céder dans ledit délai de six mois. Si à l'expiration de ce délai, l'achat de la totalité des actions sur lequel porte la demande du cédant n'est pas réalisée, l'agrément est considéré comme donné ; toutefois, ce délai pourra être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Toute cession effectuée en violation des dispositions du présent article est nulle.

#### **Article 11 – Droits et obligations des associés**

##### 1) Droit sur l'actif social et sur les bénéfices

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, en cours de société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

## 2) Autres droits des associés

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux assemblées, droit de poser des questions écrites avant toute assemblée ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

## 3) Obligations des associés

- a) L'associé est tenu de respecter les statuts ainsi que les décisions des organes sociaux.
- b) Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation, et doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.
- c) Rompus – Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre de titres ou droits nécessaires.
- d) Indivision : Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.
- e) Nue-propriété et usufruit – Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propiétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de convention spéciale des parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-proprétaire.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à l'usufruit.

Le nu-proprétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu de droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'usufruitier, dans les deux cas, peut alors se substituer au nu-proprétaire pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-proprétaire peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-proprétaire pour la nue-proprété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-proprétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-proprétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

- f) Gage – L'associé débiteur continue à représenter seul les actions par lui remises en gage.

### **TITRE III** **PRÉSIDENCE – DIRECTION GÉNÉRALE**

#### **Article 12 - Président**

1/ Le Président, personne physique ou morale, associé ou non, est nommé avec ou sans limitation de durée par l'assemblée générale ordinaire des associés.

2/ Lorsqu'une personne morale est nommée Président, un représentant permanent de la personne morale Présidente pourra désigner, le cas échéant, un représentant permanent en charge de représenter la personne morale Dirigeante au sein de la société. Ce représentant permanent pourra être choisie par la personne morale Présidente parmi ses représentants légaux ou l'un de ses préposés.

Les représentants légaux et le cas échéant le représentant permanent de la personne morale Présidente, sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

3/ Le Président représente la société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

4/ Le Président peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers sur un ou plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions qui précèdent.

5/ Le Président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont les modalités sont déterminées en assemblée générale.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements sur présentation des pièces justificatives.

6/ Les fonctions du Président prennent fin à l'expiration de la durée de son mandat ; toutefois, le Président est révocable à tout moment par décision de l'assemblée générale ordinaire des associés, ainsi que par décision de justice pour justes motifs.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins un mois avant sa date de prise d'effet.

### **Article 13 – Directeur Général**

1 - Sur proposition du Président, l'assemblée générale ordinaire des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou personne morale ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la société. Le Directeur Général peut ou non être associé, ou s'il s'agit d'une personne physique, salarié de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, un représentant permanent de la personne morale Directeur Général pourra désigner, le cas échéant, un représentant permanent en charge de représenter la personne morale Directeur Général, au sein de la société. Ce représentant permanent pourra être choisie par la personne morale Directeur Général parmi ses représentants légaux ou l'un de ses préposés.

Les représentants légaux et le cas échéant le représentant permanent de la personne morale Directeur Général, sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

2 – Le mandat de Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée ; s'il est à durée déterminée, le mandat du directeur général est renouvelable sans limitation.

3 - La rémunération du Directeur Général est fixée par le président ; elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

En outre, le Directeur Général a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements sur présentation des pièces justificatives.

4 – Les fonctions de Directeur Général prennent fin à l'expiration de son mandat ; toutefois, le directeur général est révocable à tout moment par le Président.

En cas de décès, de démission, ou d'empêchement du Président, le Directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

5 – L'étendue des pouvoirs délégués au directeur général est déterminée par l'assemblée générale des associés en accord avec le Président.

6 – Le Directeur général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

**TITRE IV**  
**CONVENTIONS – CONTROLE DES COMPTES**

**Article 14 – Conventions entre la société et les dirigeants et les principaux associés**

1 - Le Président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, de même qu'entre la société et l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, où s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233.3, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

2 – Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales intervenues au cours d'un exercice, directement ou indirectement entre la société et l'un de ses dirigeants ou associés représentant plus de 10 % des droits de vote, sont portées à la connaissance du commissaire aux comptes par le Président et par tout intéressé dans les trente jours suivant la clôture de chaque exercice social.

3 - Les interdictions prévues à l'article L 225.43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et au Directeur Général.

**Article 15 – Contrôle des comptes**

Conformément aux dispositions des articles L.823-2-2 alinéa 1 du Code de Commerce, dès lors que la société les seuils de nomination obligatoire de commissaires aux comptes, tels que fixés par le Décret n°2019-514 du 24 mai 2019 pris pour l'application de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises, la société ne sera tenue de désigner un commissaire aux comptes que si, à la clôture d'un exercice social, elle dépasse deux des seuils fixés par décret.

En cas de nomination d'un commissaire aux comptes, celui-ci sera chargé de contrôler les comptes conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont désignés en vue de remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de refus de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Les premiers commissaires sont désignés pour six exercices par l'assemblée ordinaire des associés. Toutefois, les fonctions du commissaire suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine assemblée qui approuve les comptes.

## **TITRE V** **ASSEMBLEES GENERALES**

### **Article 16 – Assemblées d'associés**

1) Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées générales qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

**L'assemblée générale ordinaire** est appelée à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts ou qui ne sont pas réservées au Président.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social écoulé.

**L'assemblée générale extraordinaire** est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sauf les décisions qui sont réservées au Président. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les associés puis d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

2 ) Les assemblées sont convoquées par le Président. Les convocations devront être faites au moins quinze jours à l'avance. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai.

A défaut, elles peuvent être également convoquées par le Commissaire aux Comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation est faite par lettre simple ou recommandée ou recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie ou courrier électronique, adressée à chaque associé.

Le commissaire aux comptes doit être invité à participer aux assemblées générales, en même temps et dans les mêmes formes que les associés.

3) Tout associé a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, le cas échéant, par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et accomplissement des formalités mentionnées dans les avis de convocation pour justifier de la propriété de ses actions, sans toutefois que la date avant laquelle ces formalités doivent être accomplies puisse être antérieure de plus de cinq jours à la date de l'assemblée.

Tout associé peut également voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande ; pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée ; les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Le formulaire de vote par correspondance peut, le cas échéant, constituer un document unique avec la formule de procuration. Dans ce cas, l'associé fait son choix en cochant les cases correspondantes.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent.

4) L'assemblée générale est présidée par le Président qui désigne un secrétaire, s'il y a lieu.

- a) l'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, le quorum du quart au moins des actions ayant le droit de vote est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.
- b) L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement, sur première convocation que, si les associés présents ou représentés possèdent les trois-quarts des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation le quorum de la moitié au moins des actions ayant le droit de vote est requis. Elle statue à la majorité de plus des trois-quarts des voix dont les associés présents ou représentés disposent.

L'assemblée générale appelée à décider la transformation de la société, délibère aux conditions de majorité prévues à l'article L 225.245 du code de commerce, et qui diffèrent selon la forme nouvelle adoptée.

Les assemblées spéciales délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire.

#### 5) Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre tenu conformément à la loi, et signés du Président et du secrétaire de séance s'il y a lieu. Il peut être délivré des copies ou des extraits qui font foi s'ils sont signés soit par le Président, soit par le Directeur Général ou, après dissolution de la société, par un liquidateur.

## **TITRE VI** **COMPTES SOCIAUX**

### **Article 17 – Exercice social**

L'exercice social commence le **1<sup>er</sup> janvier** et finit le **31 décembre** de chaque année.

### **Article 18 – Comptes annuels**

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, ainsi que sur son évolution prévisible

Ces documents sont soumis chaque année à l'approbation des associés dans les six mois de la clôture de l'exercice social ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice. Préalablement, ils sont également adressés au Commissaire aux Comptes pour certification, établissement et transmission de ses rapports.

### **Article 19 – Affectation des résultats**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou les pertes de l'exercice.

Après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence de sommes distribuables déterminées en conformité de la loi, l'assemblée générale décide de toutes affectations et répartitions.

Sur le bénéfice de l'année, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Le surplus, est affecté en tout ou en partie à tout fonds facultatif de réserves générales ou spéciales ou distribué aux associés à titre de dividendes. Les pertes, s'il en

existe, sont soit imputées sur les comptes de réserves de la société, soit portées sur le compte « Report à Nouveau ».

L'assemblée peut, en outre, prélever toutes sommes sur les fonds de réserve à sa disposition en vue d'une répartition aux associés sauf à indiquer expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont ainsi effectués.

Aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

Toutefois, le Président pourra décider la distribution d'acomptes à valoir sur les dividendes d'un exercice clos ou en cours avant que les comptes de cet exercice aient été approuvés.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés à l'associé sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet, ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque associé, définitivement et individuellement.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

La même option entre le paiement en numéraire ou en actions peut être également accordée par l'assemblée générale ordinaire, pour les acomptes sur dividende.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les associés. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L 232.19 du code de commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de ladite assemblée, l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande.

### **Article 20 – Comité social et économique**

Les délégués du Comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

### **Article 21 - Liquidation**

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, hormis les cas de fusion ou de scission.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions légales.

Le produit net de la liquidation après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs actions est réparti entre les associés, en tenant compte, le cas échéant, des droits des actions de catégories différentes.

### **Article 22 - Contestations**

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation soit entre la société et les associés ou les dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **STATUTS ADOPTES SUIVANT DELIBERATIONS EXTRAORDINAIRES DES ASSOCIES EN DATE DU 29 JUILLET 2023**

**Pour copie certifiée conforme**

**La Présidente**

**Pour la société B2LN**

**Jérôme BELLIN**

